

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

Route DE CHALAMPE
68390 Sausheim

Références : 0006700467_2024-03-13_PSA(Général)_VIIC-Echéance-plainte
Code AIOT : 0006700467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse
- Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage) mais il abrite d'autres activités permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont les émissions dans l'air issues (en dehors de la chaufferie, fonderie, forge, peinture et mécanique) des ateliers usinage, ferrage, et montage.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3	Sans objet
2	Caractéristiques - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3	Sans objet
3	Déchets Polluants - Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 25 - Alinéa IV	Sans objet
4	Déchets Dangereux - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points de contrôles réalisés durant la visite d'inspection n'appellent pas de remarques de l'Inspection et il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité - Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection du 06/11/2023, il avait été constaté la présence de 4 cubitainers d'environ 1000 litres contenant divers produits polluants (eaux usées fonderie, huile entière usagées, résine fonderie) qui étaient stockés sur une zone extérieure sans rétention. Avant la visite du 13/03/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 27/02/2024 une extraction du logiciel interne achats (réf. commande : N53) montrant la commande d'armoires de rétention pour les 4 cubitainers. Cependant, après analyse du document, aucun détail ne permettait de connaître si les armoires de rétention étaient pour les 4 cubitainers (aucun détail sur les dimensions, le type de modèle) et à quel moment ces armoires devaient être livrées et posées sur la zone extérieure (pas de détails sur la protection de la rétention vis-à-vis des eaux météoriques). Lors de la visite sur site du 13/03/2024, l'Inspection a constaté que les 4 cubitainers n'étaient plus présents sur la zone de stockage extérieure. Concernant la commande d'armoires de rétention, l'exploitant a confirmé que ces équipements étaient destinés aux cubitainers de la zone de rétention. Le nombre d'armoires permet de stocker 8 cubitainers sur la zone de stockage extérieure (4 armoires de 2 cubitainers) et le type d'armoires permet de protéger les cubitainers des eaux météoriques. Pour confirmer ces constats, l'exploitant a présenté à l'Inspection un devis (réf. : 51263094) du 09/11/2023 indiquant la commande des armoires. L'exploitant a indiqué oralement qu'il y avait un retard à la livraison et qu'elle aurait lieu au plus tard le 15/03/2024. En date du 18/03/2024, l'exploitant a transmis par courriel des photos justificatives présentant les 4 armoires de rétention réceptionnées sur site et installées sur la zone de stockage extérieure (les positions ne sont pas définitives car l'exploitant a indiqué qu'il doit étudier les flux logistiques)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractéristiques -Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : [...]

<p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, [...] peut être contrôlée à tout moment. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 27/02/2024 une photo justificative montrant que sur la zone du magasin MPF, des bacs de rétention ont été installés pour remplacer les rétentions fuyardes signalées lors de la visite d'inspection du 06/11/2023. L'exploitant a également transmis la documentation technique des bacs de rétention installées permettant de démontrer que les bacs de rétention installés conviennent pour les produits stockés.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'Inspection a constaté que les bacs de rétention sont bien en place sur la zone du magasin MPF. Une signalétique affichée sur les rétentions permet de définir le stockage maximal sur la rétention et un registre affichée sur les rétentions permet de suivre les contrôles et les nettoyages des rétentions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Déchets Polluants - Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 25 - Alinéa IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée : IV - Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats ont été réalisés sur l'aire de stockage des déchets du bâtiment SA06 située à l'extérieur au Nord-Est du bâtiment. Lors de la visite, cette aire est désignée par l'exploitant comme une zone "Environnement".</p> <p>Sur le terrain, l'Inspection a constaté que la zone Environnement stocke tous les déchets sur une dalle béton étanche qui forme une cuvette dont le centre possède un caniveau (les eaux météoriques sont dirigées vers ce caniveau). Ce caniveau permet de diriger les eaux pluviales potentiellement polluées vers un décanteur-déshuileur. Cet équipement permet de séparer les hydrocarbures des eaux.</p> <p>Pour les hydrocarbures, ils sont canalisés sur le décanteur. Un sous-traitant intervient, selon un planning défini, pour vider le décanteur des hydrocarbures à l'aide d'un camion hydrocureur. Une fois chargé, les hydrocarbures sont vidés et traités au niveau de la station de traitement des huiles usagées sur le bâtiment R39 (traitement interne par le sous-traitant).</p> <p>Les eaux sans hydrocarbures sont ensuite dirigées dans le réseau d'eaux usées industrielles du site. Pour le secteur de la Fonderie, les eaux usées industrielles sont envoyées vers la station de traitement physico-chimique interne du site (station dite « DEGREMONT »). Avant de rejeter les effluents traités hors du site (point de rejet n°4 selon l'AP du 10/10/2019), un contrôle de la qualité des effluents est effectué (suivi journalier des paramètres inscrit dans l'article 4.3.8 de l'AP du 10/10/2019).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déchets Dangereux - Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches (ou dispositif équivalent) et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Idem aux constats effectués sur le point n°3.</p> <p>Concernant les autres déchets constatés lors de la visite du 06/11/2023, l'Inspection s'est focalisée particulièrement sur les copeaux d'aluminium lors de la visite du 13/03/2024 car les déchets suivants n'étaient plus présents sur l'aire de stockage extérieure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - filtres dépoussiéreurs souillés - sac plein de poussières métalliques souillées <p>Concernant les copeaux et bavures d'aluminium, ils sont dirigés vers deux bennes différentes : une benne "ALU COPEAUX" et une benne "ALU SALE".</p> <p>Concernant la benne "ALU COPEAUX", l'exploitant a indiqué oralement que les copeaux contenaient peu d'huiles.</p> <p>La benne est remplie par des chariots élévateurs et elle se situe sur une rétention spécifique : fosse sous la dalle béton.</p> <p>Cette fosse est vidée par le sous-traitant (à l'aide d'un camion hydrocureur) dès lors que le capteur fosse pleine (spécifique) déclenche une alarme sur la GTC.</p> <p>Les effluents récupérés sont ensuite vidés vers la station d'ultrafiltration interne.</p> <p>Concernant la benne "ALU SALE", elle se situe sur la zone Environnement qui en cas de pluie, dirige les eaux météoriques vers le décanteur-déshuileur.</p> <p>L'ensemble des déchets d'aluminium sont récupérés par une société qui réalise de la revalorisation matière.</p> <p>Par courriel en date du 19/03/2024, l'exploitant a transmis en tant que justificatif à l'Inspection deux factures d'envoi des déchets de copeaux vers la société (n°23000567 du 10/11/2023 ; n°23002144 du 01/12/2023).</p> <p>Après analyse des documents, les déchets sont récupérés en tant que déchets d'aluminium (codes nomenclature douanière : 76020011 et 76020090).</p>
Type de suites proposées : Sans suite